

*Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOROUSSILLON SAS BIOGAZ

ZAC des Champs de Lescaze
47310 Roquefort

Réf : 2026-040-PR

Code AIOT : 0006605693

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 sur une parcelle du plan d'épandage de digestats de la société BIOROUSSILLON qui exploite un méthaniseur implanté ZAC de Torremilla à Perpignan. L'inspection a été annoncée le 18/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée à la suite d'un signalement de la commune de Saint-Félicien d'Avall concernant des nuisances olfactives suite à la réalisation d'un épandage de digestats. L'inspection a pour but de vérifier en fonction des enjeux ou par sondage que l'exploitant respecte les règles qui lui sont rendues applicables en matière de protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOROUSSILLON SAS BIOGAZ
- ZAC de Torremilla 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0006605693
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BIOROUSSILLON exploite une installation de méthanisation qui est située sur la zone d'activité de Torremilla à Perpignan, permettant de traiter environ 50.000 t d'intrants constitués en majorité de déchets ou sous-produits agricoles, agro-industriels et agroalimentaires

Cette installation est soumise à autorisation sous la rubrique 3552 « traitement biologique de

déchets » et à enregistrement sous les rubriques 2781-1 et 2781-2 « installation de méthanisation ».

Le biogaz produit à partir de déchets et/ou de sous-produits organiques est épuré puis valorisé par injection dans le réseau de transport de gaz naturel local. Le digestat brut et le digestat liquide sont valorisés dans le cadre d'un plan d'épandage.

Cette installation a été autorisée par l'arrêté d'autorisation n° 2017 130-0001 du 10/05/17.

L'épandage des digestats a été autorisé par l'arrêté n° 2017 130-0002 de même date.

Ces arrêtés ont été modifiés par les principaux arrêtés complémentaires suivants :

→ autorisation de l'installation de méthanisation :

- APC n°256-0001 du 13/09/2018 : Actualisation des équipements présents sur le site suite à la construction ;
- APC n°010-0002 du 10/01/2020 : Surveillance des émissions atmosphériques (directive IED) ;
- APC n°010-0003 du 10/01/2020 : Actualisation de la liste des déchets ;
- APC n°183-00001 du 01/07/2020 : Mise à jour des équipements et des caractéristiques des points de rejet ;
- APC n°123-0001 du 12/05/2021 : suppression article 8.5.7 ;
- APC n° 083-0001 du 24/03/2023 : Ajout d'un nouveau code déchet ;

→ autorisation d'épandage :

- APC n°097-0001 du 06/04/2020 : 1^{er} modification du périmètre d'épandage des digestats ;
- APC n°160-0001 du 09/06/2021 : 2^e modification du périmètre d'épandage des digestats ;
- APC n°131-0001 du 11/05/2023 : 3^e extension / modification du périmètre d'épandage.
- APC n°070-0001 du 11/03/2026 : 4^e extension / modification du périmètre d'épandage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Programme prévisionnel d'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Contrat d'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Cahier d'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Condition d'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Entreposage des digestats	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.6	Demande d'action corrective	3 mois
12	Registre de plainte ou signalement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Suivi du plan d'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.4
6	Condition d'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.1

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	Transport d'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.5
9	Conditions complémentaires	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.1.1
10	Réalisation de l'épandage	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.5
11	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.8
13	Vérification des prescriptions	Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.6

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'épandage apparaît globalement réalisé avec sérieux, dans un cadre structuré et conforme aux objectifs agronomiques, avec un bon niveau d'organisation, de traçabilité et de prise en compte des contraintes environnementales. Les pratiques observées sur le terrain témoignent d'une maîtrise opérationnelle satisfaisante et d'une volonté de dialogue avec les parties prenantes.

Les demandes formulées portent toutefois sur des améliorations nécessaires, principalement d'ordre documentaire et organisationnel. Elles concernent notamment la complétude et la lisibilité du programme prévisionnel d'épandage (présentation des analyses de sols, cohérence et distinction des doses), la mise à jour et la formalisation des contrats, ainsi que le renforcement de la traçabilité dans le cahier d'épandage (mention des contraintes et de leur application effective).

Des précisions sont également attendues sur certains critères opérationnels (définition des conditions météorologiques limitantes), ainsi que sur l'amélioration des pratiques d'entreposage et de transvasement (limitation des fuites, formalisation des procédures). Enfin, des compléments sont demandés en matière de gestion des plaintes (analyse et réponses apportées).

Ces points d'amélioration, ciblés et proportionnés, s'inscrivent dans une démarche de consolidation des bonnes pratiques existantes, sans remettre en cause la qualité globale et le sérieux des opérations d'épandage réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Programme prévisionnel d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme prévisionnel d'épandage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 41 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">• la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;• une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;• une caractérisation des digestats à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;• les préconisations spécifiques d'utilisation des digestats (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;• l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage ;• la représentation cartographique, à une échelle appropriée, des parcelles d'épandage permettant de localiser précisément les surfaces aptes à l'épandage, les zones qui en sont exclues, en précisant les motifs d'exclusion, les zones sensibles et vulnérables (ZNIEFF, ZICO, périmètre de protection des captages...) ;• la justification du dimensionnement des surfaces annuelles prévues au regard de la production des digestats par l'unité de méthanisation. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce programme est transmis avant le début de la campagne à l'inspection des installations classées et à la MESE 66.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présente inspection concerne principalement l'épandage réalisé sur la commune de Saint-Félic-d'Avall et qui a fait l'objet d'un signalement le 10/03/2026.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 10/05/2017 autorise la société BIOROUSSILLON à réaliser des épandages du digestat produit par l'installation de méthanisation située sur la zone d'activité de Torremila à Perpignan. Cet arrêté a fait l'objet de plusieurs modifications concernant en particulier les parcelles d'épandage, dont la dernière par arrêté préfectoral complémentaire du 11/03/2026.</p> <p>La commune de Saint-Félic-d'Avall fait parti des communes incluses dans le périmètre d'épandage et les parcelles autorisées sont reprises dans le tableau annexé à l'arrêté.</p> <p>Le groupe de parcelles ayant fait l'objet du signalement correspond au groupe BAT065 dont les références cadastrales sont AL0037, AL0038, AL0040. Ces parcelles sont comprises dans le périmètre d'épandage.</p> <p>Le plan prévisionnel d'épandage (PPE) des digestats issus de l'unité de méthanisation BioRoussillon pour la période d'épandage dite du printemps 2026 a été adressé à l'inspection en début d'année. Le PPE comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ au § VI, la liste des exploitants agricoles concernés par la campagne de début 2026 ;▪ en annexe 2, le registre des parcelles ;▪ en annexe 4, la liste des points de référence retenus pour la campagne pour l'analyse des sols ;

- en annexe 5, les résultats des analyses des sols de la campagne 2025. L'exploitant précise que les analyses sur les points de référence de la campagne 2026 seront présentées dans le bilan 2026 ;
- au § II, la caractérisation des digestats (résultats moyens des analyses 2025, quantité à épandre pour la campagne (14520 m³)) ;
- au § V, l'identification des intervenants ;
- en annexe 4, les plans parcellaires précisant les aptitudes (sans contrainte, sous contrainte zones exclues)

Le groupe de parcelles BAT065 fait parti des parcelles prévues pour la campagne d'épandage de début 2026 ; il s'agit d'un verger d'abricotiers.

L'exploitant confirme que la parcelle BAT066 constitue la parcelle de référence pour le groupe de parcelles BAT065 (épandage de digestat liquide).

L'annexe 3 du PPE précise pour chaque groupe de parcelles les apports organiques, le besoin des cultures et le bilan.

Concernant la dose, l'exploitant rappelle que les doses calculées tiennent compte des besoins agronomiques des cultures et ont été validées par la MESE ; la quantité d'azote préconisée pour les vergers est de 50 kg N efficace par hectare. Le digestat liquide étant efficace à 75 %, cela correspond à 65 kg N total (50 kg N/0,75 d'efficacité).

Comme le digestat liquide de BioRoussillon est composé de 3,2 kg N/m³, la dose déterminée est de 65 kg N/3,2 = 20 m³/ha.

Concernant la dose prévue sur le groupe BAT065, le PPE fait apparaître 2 lignes une pour une dose de 12 m³/ha, l'autre pour 10 m³/ha, soit 22 m³/ha au total.

L'exploitant précise que les 2 lignes correspondent aux 2 campagnes prévues en 2026, l'une au printemps, l'autre à l'automne.

Concernant l'épandage du 10/03/2026, 22,68 m³ de digestat ont été épandus sur 18900 m², ce qui correspond à 12 m³/ha (22,68 m³ / 18900 m²).

L'inspection note que l'annexe 5 du PPE présentant les analyses des sols est difficilement exploitable.

Demandes formulées à la suite du constat :

1. Le PPE doit distinguer les doses qui sont appliquées pour l'épandage de printemps et prévues pour l'épandage d'automne.
2. Le total des 2 doses prévues doit correspondre à la dose annuelle mentionnée dans le plan d'épandage pour la culture considérée.
3. La présentation des résultats des analyses de sol doit permettre d'identifier aisément pour chaque parcelle de référence, les résultats des différents éléments de caractérisation des sols (annexe VII C de l'AM du 02/02/1998), leur évolution dans le temps et conclure sur l'aptitude à l'épandage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrat d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Contrat d'épandage
Prescription contrôlée : Avant toute opération d'épandage BIOROUSSILON doit vérifier que les contrats établis avec les prestataires et les agriculteurs sont à jour. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leur durée. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils comportent au minimum : <ul style="list-style-type: none">• les noms ou dénominations sociales, adresses, signatures des parties prenantes,• la liste des parcelles concernées par l'épandage ;• la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'épandage ;• l'engagement écrit du producteur à épandre dans les règles ;• les modalités d'information réciproques des parties prenantes sur les épandages à réaliser ;• les modalités d'information obligatoire du propriétaire des terrains.
Constats : L'exploitation agricole concerné par le signalement est la SCEA « Les vergers d'Ille Roussillon ». La société BIOROUSSILLON a présenté le contrat établi avec cet exploitant. Les parcelles concernées par le contrat sont jointes en annexe. L'inspection note que la convention transmise n'est pas datée et que formellement les modalités d'information obligatoire du propriétaire des terrains ne sont pas précisées. Le § 5.2 précise que l'utilisateur confirme que les propriétaires des terrains ont été informés de l'inclusion de leurs parcelles dans le plan d'épandage Bioroussillon. <i>Demande formulée à la suite du constat :</i> Avant la prochaine opération d'épandage, BIOROUSSILON doit vérifier que les contrats établis avec les prestataires et les agriculteurs sont à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Cahier d'épandage
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">◦ les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;◦ les dates d'épandage ;◦ les références cadastrales des parcelles réceptrices et leur surface ;◦ les cultures pratiquées ;◦ le contexte météorologique lors de chaque épandage ;◦ le type de digestat épandus,

- les volumes épandus ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les digestats, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses ;
- les observations diverses (conditions climatiques, pannes éventuelles et solution de repli ...).

BIOROUSSILLON doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des digestats produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Constats :

L'exploitant présente un extrait du cahier d'épandage informatique pour l'épandage réalisé le 10/03/2026 sur le groupe de parcelles BAT065.

Le cahier comprend la référence du groupement de parcelles, la superficie épandue, la quantité de produit, la culture, le contexte météorologique, les coefficients de disponibilité N, P, K, les besoins unitaires N, P, K.

L'exploitant confirme que le cahier d'épandage est rempli par Bioroussillon sur la base des informations transmises par le gérant de l'ETA.

L'exploitant et le gérant de l'ETA précisent que :

- le groupe de parcelles est classé « sous contraintes » car limitrophe au nord au « Rec de Castellenou » qui est un cours d'eau à écoulement temporaire. Lorsque le Rec est en eau une distance minimum de 35m doit être respectée ;
- lors de l'épandage du 10 mars, le Rec de Castellenou ne coulait pas vraiment mais il y avait de l'eau, aussi les 3 premières rangées d'abricotiers à proximité du Rec n'ont pas été épandues.

Demandes formulées à la suite du constat :

1. Pour les parcelles mentionnées sous contrainte dans le PPE, le motif de la « contrainte » doit être rappelé en observation sur le cahier d'épandage et au préalable au gérant de l'ETA.
2. Les zones d'exclusion en cas d'application de la contrainte devraient être identifiées sur les plans du logiciel ERMES (voir point de contrôle suivant).
3. L'application de la contrainte le jour de l'épandage du fait de la présence d'eau dans le REC aurait dû être tracée sur le cahier d'épandage ; c'est à prévoir à l'avenir car cela peut influencer les doses de digestat appliquées (cf le calcul au point de contrôle n°1).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Suivi du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, suivi du plan d'épandage

Prescription contrôlée :

Le plan d'épandage doit être suivi à l'aide d'une interface cartographique informatique permettant de géo référencer les stockages, les parcelles, les points de suivis, les zones sensibles,

<p>les zones aptes à l'épandage et les zones exclues.</p> <p>En cas de demande les données cartographiques extraites de cet outil sont transmises à la l'administration et à la MESE concernées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme que le plan d'épandage est suivi à l'aide d'une interface cartographique informatique ; il s'agit du logiciel ERMES (Épandage, Recyclage Et Maîtrise des Effluents de Stations).</p> <p>L'exploitant présente un extrait de la carte issue de ce logiciel présentant la parcelle évoquée. Ce plan permet d'identifier aisément les parcelles aptes à l'épandage sans contrainte (vert), les parcelles avec contrainte (jaune) et les zones d'exclusion (rouge).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Condition d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Condition d'épandage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II- L'épandage est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ; • pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ; • en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ; • sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ; • à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ le cahier d'épandage mentionne qu'il faisait beau temps ; ➤ en cas de fortes pluies les engins ne peuvent pas pénétrer dans les champs et donc les épandages sont reportés ; ➤ les épandage ne sont jamais réalisé avec des dispositifs d'aéro-aspiration. <p>L'inspection note que les archives météo mentionnent plutôt un temps nuageux sur Perpignan avec de faibles précipitations.</p> <p><i>Demande formulée à la suite du constat :</i></p> <p>L'exploitant doit préciser les critères où l'épandage doit être interdit du fait d'une « forte pluviosité ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : Condition d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Condition d'épandage
Prescription contrôlée : En particulier BIOROUSSILLON doit : <ul style="list-style-type: none">• identifier et localiser les forages publics et privés déclarés conformément à la réglementation en vigueur, susceptibles d'être concernés par la zone d'isolement de 35m et 100m ;• vérifier que l'arrêté fixant les servitudes pour l'exploitation des forages autorise l'épandage ;• pouvoir justifier à l'inspection des installations classées le respect de cette disposition. <p>Article 37-III de l'AM du 02/02/1998 III. Sous réserve des prescriptions fixées en application de « l'article L. 1321-2 » du code de la santé publique, l'épandage de déchets ou d'effluents respecte les distances et délais minima prévus au tableau de l'annexe VII b.</p> <p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Puits, forage, sources, [...] : 35 mètres si pente du terrain inférieure à 7%▪ Cours d'eau et plan d'eau : 5 mètres des berges si pente du terrain inférieure à 7 % et déchets non fermentescibles enfouis immédiatement après épandage. 35 m des berges sinon.▪ Habitations ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissement recevant du public : 50 mètres, 100 mètres En cas de déchets ou d'effluents odorants.
Constats : L'exploitant précise que : <ul style="list-style-type: none">➤ aucun puits, forage, source n'a été identifié à proximité du groupe de parcelles BAT065.➤ La parcelle a une pente inférieure à 7 %, mais une distance de 35 des berges a été retenue pour le cas de présence d'eau dans le REC ;➤ la zone d'exclusion de la maison la plus proche a été reportée sur les plans joints au PPE, cette zone ne concerne pas le groupe BAT065.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Entreposage des digestats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des digestats
Prescription contrôlée : Le dépôt temporaire de digestats sur les parcelles d'épandage n'est autorisé que pendant la période où l'épandage est réalisé et sous les réserves et conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les digestats sont stockés dans des caissons étanches, fermés ;• toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit• le transvasement s'effectue à l'aide de flexibles entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés en tant que de besoin ;• toutes les précautions sont prises pour éviter les égouttures et ruissellement lors des opérations de transvasement ;

- une procédure décrit les précautions à prendre lors de l'opération de transvasement et les mesures à prendre en cas de fuite de digestats ;
- le stockage respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage par l'article 37 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres.
- En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ;
- le volume du dépôt doit être adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée.

Constats :

L'exploitant précise que

- le digestat est transporté depuis l'unité de la SAS BIOROUSSILLON par une citerne qui permet de remplir un caisson étanche positionné en bout de champs ;
- L'ETA vient pomper le digestat dans le caisson et réalise les épandages ;
- Le caisson est vidé systématiquement tous les jours, il ne sert qu'à approvisionner les parcelles à épandre.
- L'emplacement du caisson est situé à plus de 100m des premières habitations.
- L'emplacement du caisson est situé à plus de 3m de la route.

L'inspection a assisté à une opération d'épandage le jour de la visite.

Il a été noté que lors de l'arrêt automatique du remplissage et du branchement / débranchement du flexible sur la tonne à lisier il y a des fuites de digestat.

Le gérant positionne un seau afin de récupérer la plus grosse partie des fuites. Le seau est en suite reversé dans le container qui est ouvert en partie haute.

L'exploitant confirme qu'il n'y actuellement pas de procédure qui décrit les précautions à prendre lors de l'opération de transvasement et les mesures à prendre en cas de fuite de digestats et précise toutefois qu'il existe une fiche réflexe en cas de fuite de digestat mais qui n'a pas été transmise aux ETA.

Demandes formulées à la suite du constat :

1. Le dispositif de connexion de la tonne à lisier au container étanche doit être amélioré afin d'empêcher les égoutures de digestat sur le sol suite à l'arrêt du transvasement (retour de pression) et lors de la déconnexion du flexible.
2. Une solution doit également être trouvée pour éviter la nécessité de déverser le seau par le haut du container (car opération dangereuse (travail en hauteur) en l'absence d'équipement de travail approprié).
3. L'exploitant doit rédiger la procédure qui décrit les précautions à prendre lors de l'opération de transvasement et les mesures à prendre en cas de fuite de digestats et la transmettre aux ETA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Transport d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Transport d'épandage
Prescription contrôlée : Le transport du digestat entre l'unité de production et les parcelles est assuré par camion-citerne étanche.
Constats : Cf point de contrôle précédent l'exploitant confirme que les digestats sont transportés par camions citernes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions complémentaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions complémentaires
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">▪ Sur sol nu des parcelles en aptitude 1A et 1B les digestats sont épandus soit à l'aide d'une rampe à pendillards et enfouis sous 48h soit par enfouissement direct ;▪ Pour les parcelles situées en zone inondable, les épandages sont réalisés en période de déficit hydrique ;▪ En zone vulnérable Nitrate la dose est fractionnée pour respecter 80 U/ha et par apport ;▪ Hors zone vulnérable Nitrate le premier épandage annuel sur blé dur est réalisé à 60% de la dose totale à apporter ;▪ Les opérations d'épandage réalisée sur les prairies permanentes et naturelles, fauchées ou pâturées doivent respecter un délai minimum de 3 semaines entre l'épandage et la mise en pâturage des bêtes ou la récolte du foin.
Constats : L'exploitant confirme que les épandage sur le groupe de parcelles BAT065 n'est pas concerné par les restrictions prévues à l'article 2.2.1.1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réalisation de l'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation de l'épandage
Prescription contrôlée : L'épandage des digestat s'effectuent avec du matériel agricole à savoir un tracteur équipé d'une tonne à lisier et d'une rampe à pendillards. L'enfouissement du digestat est réalisé avec un enfouisseur (à disques ou à dents), soit par déchaumage soit par labour. Tous les équipements pour épandage devront être munis d'éléments de géolocalisation pour contrôler l'aptitude et le respect des distances d'isolement au sein des parcelles lors de l'épandage.

Constats :

L'inspection a assisté à une opération d'épandage le jour de la visite.

Le matériel utilisé pour l'épandage sur vergers est un ensemble tracteur et tonne à lisier.

Les 2 sorties de la tonne à lisier sont dirigés vers le sol, aux pieds des arbres, de part et d'autre des rangées.

La tonne se recharge dans le caisson étanche positionné sur la parcelle.

L'inspection fait remarquer que ce matériel n'est pas conforme à l'arrêté qui prévoit l'utilisation d'une tonne à lisier équipée d'une rampe à pendillards. Cette disposition découle des engagements de BIOROUSSILLON dans la demande d'autorisation d'épandage.

Le gérant de l'ETA indique que l'utilisation d'une rampe à pendillards n'est pas possible sur les vergers compte tenu de la largeur des rangées.

Demande formulée à la suite du constat :

L'exploitant doit à l'occasion d'une prochaine modification du plan d'épandage, demander une modification argumentée de l'article 2.2.5. concernant l'utilisation du pendillards.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.2.8

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'opération d'épandage ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif, en particulier en cas de plainte, afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Constats :

Le signalement de la mairie de Saint-Félicien-d'Avall a pour origine des nuisances olfactives.

L'exploitant précise qu'il n'a pas pu interroger le plaignant, qui a souhaité rester anonyme et de ce fait il n'a pas pu caractériser précisément la cause de la gêne olfactive.

Il confirme que :

- le digestat liquide était conforme et ne présentait pas d'indice olfactif particulier ;
- l'épandage s'est déroulé normalement.

En raison du processus de méthanisation, le digestat est un produit stable et faiblement odorant. La méthode d'épandage au plus près du sol permet de limiter les nuisances olfactives.

Le jour de la visite l'inspection a senti l'odeur du digestat à proximité du container qui est ouvert et lors de l'opération d'épandage. L'odeur se dissipe rapidement une fois l'opération terminée et n'est plus ressentie dès que l'on s'éloigne de la parcelle.

L'exploitant confirme avoir organisé une réunion avec la mairie le 13/03/2026 afin de pouvoir expliquer les conditions de réalisation de l'épandage et nouer un contact ; à l'issue de la réunion les dispositions suivantes ont été retenues :

- Bioroussillon doit :
 - renforcer la communication auprès des mairies des différentes communes concernées par les épandages ;
 - s'assurer que l'ETA applique les bonnes pratiques et en particulier respecte les distances lors de la pose des caissons en bout de parcelle et respecte strictement les zones d'exclusions sur les parcelles habitées...
 - transmettre à la mairie un récapitulatif des parcelles prévues pour la prochaine campagne automnale 2026 sur la commune.

De son côté la mairie s'est engagée à centraliser les plaintes et remontées des administrés et à les transmettre à BioRoussillon sans délai afin que, si besoin, une enquête puisse rapidement être diligentée pour déterminer les causes du signalement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Registre de plainte ou signalement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.5

Thème(s) : Risques chroniques, registre de plainte ou signalement

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un registre de plainte / signalement tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Ce registre doit répertorier chaque plainte ou signalement : date, motifs, commune, parcelle, vérification / réponses apportées par l'exploitant.

Constats :

L'exploitant présente l'extrait du registre des plaintes répertoriant la plainte du 10/03/2026.

La précédente plainte est datée du 18/12/2025 et concernait également la commune de Saint-Féliu-d'Avall avec pour motif des odeurs.

Concernant la précédente plainte BIOROUSSILLON précise que les épandages avaient cessé sur la commune depuis plus d'un mois et qu'il n'ont de ce fait également pas pu déterminer les causes du signalement.

L'inspection note que le registre de plainte ne comprend pas une analyse des causes du signalement (vérification effectuée) ni la réponse donnée au plaignant.

Demande formulée à la suite du constat :

Le registre des plaintes doit comporter une vérification / analyse de la cause de la plainte et la réponse donnée au plaignant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Vérification des prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/05/2017, article 2.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, VÉRIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Prescription contrôlée :

Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans, par un

organisme indépendant, compétent en matière d'épandage, choisi après accord de l'inspection. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Les non-conformités et écarts qui ressortent de ces vérifications doivent être corrigés sans délai sur la base d'un plan de mise en conformité, comprenant les délais de réalisation.

Le premier audit doit être réalisé dans un délai de un an à compter de la signature du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant :

- confirme que l'audit qui aurait dû être réalisé avant le 19/09/2025 a pris du retard mais que cet audit est programmé pour le premier semestre 2026 ;
- présente le devis signé avec la Chambre d'agriculture pour la réalisation de cette prestation.

Type de suites proposées : Sans suite